

*Les crédits*

Le programme d'infrastructures, par exemple, est quelque chose que nous réclamons depuis 1988, et qui fait suite à l'excellent travail de la Fédération canadienne des municipalités.

Toutefois, je dois dire qu'une observation plus attentive de cette résolution nous a révélé des problèmes, des problèmes qui ont amené notre parti à proposer un amendement qui, s'il était adopté, ferait que cette résolution serait acceptable non seulement pour les libéraux mais aussi, je pense, pour la majorité des Canadiens.

Notre amendement porte sur deux aspects particuliers. Le premier sur le fait que la résolution demande seulement d'abroger l'Accord de libre-échange canado-américain et de ne pas mettre en oeuvre l'Accord de libre-échange nord-américain.

Cette résolution ne tient pas compte du fait que des sondages, y compris celui effectué par des partisans du NPD, ont démontré que la plupart des Canadiens veulent que le gouvernement renégocie ces accords seulement s'il peut obtenir de meilleures conditions pour les Canadiens, des conditions qui répondent aux problèmes trop souvent mentionnés à propos de ces accords, et de n'envisager l'abrogation que si ces négociations n'aboutissent pas.

Cette résolution ne tient pas compte des opinions des Canadiens à ce sujet. En fait, la résolution ne témoigne pas du bon sens qui imprègne une politique qui, comme le souligne l'amendement libéral, devrait consister à négocier de nouveau ces accords commerciaux au lieu de se hâter de les abroger ou de les annuler.

• (1725)

Cette approche a du bon sens parce qu'elle nous permet de profiter d'une occasion en or, soit l'élection du gouvernement Clinton aux États-Unis, pour améliorer les relations commerciales des Canadiens avec les États-Unis et le Mexique.

Le gouvernement perçoit dans ces arrangements des lacunes semblables à celles que nous avons évoquées. Les libéraux se sont dits préoccupés par le fait que l'Accord de libre-échange nord-américain ne comporte pas de normes du travail.

Ils ont exprimé leurs inquiétudes devant l'absence de normes environnementales. Ils ont souligné encore l'absence d'un code des subventions et l'absence de mesures

visant à protéger les Canadiens des lois américaines en matière de dumping et de droits compensateurs.

Les libéraux se sont également dits préoccupés du fait que les Mexicains continuent de jouir d'une plus grande souveraineté sur leurs ressources énergétiques que l'Accord de libre-échange et l'ALÉNA, dans sa version actuelle, n'en accordent aux Canadiens.

Le fait que le gouvernement Clinton est prêt à négocier des accords dits parallèles permet d'apporter d'importantes modifications pour corriger les lacunes qui étaient déjà trop évidentes dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et qui ont été répétées dans l'Accord de libre-échange nord-américain, même si le gouvernement conservateur a dit qu'une des raisons militait en faveur de l'adoption de l'ALÉNA était que celui-ci corrigeait les lacunes du premier.

Il est pas intéressant de voir que c'est l'un des arguments du gouvernement conservateur pour justifier l'ALÉNA. À l'origine, selon les conservateurs, l'ALÉ représentait la perfection; il s'agissait du meilleur accord jamais intervenu entre deux pays.

Maintenant, ils nous demandent d'approuver cette proposition d'ALÉNA car, disent-ils, ils ont enfin réalisé que l'Accord de libre-échange était farci d'erreurs et d'imperfections et que l'ALÉNA les corrigerait.

Il nous faut admettre que ceux qui nous ont présenté l'accord fort médiocre de libre-échange avec les États-Unis sont les mêmes que ceux qui tentent maintenant de nous faire avaler l'Accord de libre-échange nord-américain qui doit le remplacer. S'ils ont pu rater l'accord original, il n'y a aucune raison de présumer qu'ils feront mieux cette fois avec l'ALÉNA.

Nos relations commerciales avec les États-Unis sont vitales pour le Canada. Ils sont notre meilleur client, nous sommes leur meilleur client et même si nous devons effectivement développer notre commerce avec les autres pays du monde, nous devons reconnaître l'importance actuelle et future pour le Canada de nos relations commerciales avec les États-Unis.

Ça relève du gros bon sens de ne pas nous hâter, de ne pas annuler ce qui a été fait sans d'abord saisir cette occasion dont j'ai parlé pour négocier et obtenir une meilleure entente, pour corriger les imperfections et remédier aux difficultés qui, selon plusieurs, ont donné lieu à des pertes d'emplois, à la fermeture d'usines et à l'amointrissement de la souveraineté du Canada. Le gouvernement Clinton nous donne cette occasion.